

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue c'est que ce processus, d'amplitude mondiale et de caractère international, doit être couronné de succès si nous voulons avoir enfin sur la terre la paix, la sécurité et la stabilité. Si les nations développées désirent conserver leur position dans le monde, il faut qu'elles participent pleinement à la création d'un ordre mondial dans lequel toutes les nations et tous les hommes pourront vivre librement et dignement et disposeront d'un niveau de vie convenable. En résumé, nous sommes en présence d'un besoin essentiel et pour le satisfaire nous disposons de possibilités sans précédent dans l'histoire. Le développement international est une tâche exaltante de notre époque."

Le Gouvernement du Canada estime que ces mots, rédigés il y a cinq ans, ont encore plus de poids aujourd'hui. Ils traduisent notre intérêt dans l'action commune et la coopération avec les pays en voie de développement.

Notre participation à l'aide au développement en Afrique est importante. Cette année \$195 millions ont été prélevés sur les fonds publics pour être affectés aux programmes d'aide bilatérale destinés aux pays indépendants d'Afrique. Cette somme représente plus de 40 pour cent du budget total affecté à l'aide bilatérale. De ce montant, \$85 millions environ sont offerts sous forme de subventions et le reste, sous forme de prêts consentis à des conditions de faveur. L'aide alimentaire que nous enverrons à l'Afrique cette année totalisera près de \$60 millions. Le Canada a fourni une somme supplémentaire de \$26 millions par l'entremise d'organismes multilatéraux comme le PNUD, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, et d'organisations non gouvernementales comme le Conseil oecuménique des Eglises. Il me faut également mentionner le programme d'aide spécial que nous avons mis en oeuvre dans la région sahélienne de l'Afrique occidentale. Ce programme prévoit des débours de quelque \$230 millions échelonnés sur les prochains cinq ans. Ces dépenses considérables sont certes justifiées par l'ampleur des problèmes dans cette région d'Afrique, dont la plupart sont liés directement à la sécheresse qui y sévit depuis 1968. Le Canada a essayé de faire sa part pour soulager les besoins immédiats des populations frappées par cette sécheresse. Il reste maintenant l'effort à long terme, qui doit viser à trouver et à appliquer, en collaboration avec les organismes d'aide, des solutions aux problèmes de développement créés par la sécheresse au Sahel.

Un troisième élément s'applique toutefois à l'Afrique d'une façon toute particulière. Je fais ici allusion à l'intérêt que nous portons à l'homme, à ses droits, sa dignité et son auto-détermination. Depuis vingt-cinq ans, les gouvernements qui se